



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 24 octobre 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Croissance : accélération de la croissance au T3 à +3,9 % en g.a. (et +3,9% aussi en glissement trimestriel), mais les indicateurs divergent au mois de septembre

Immobilier : poursuite du ralentissement du secteur immobilier en septembre

Finances publiques : la forte croissance des recettes non fiscales au mois de septembre principalement tirée par la vente d'actifs publics par les gouvernements locaux

Banque et finance [\(ici\)](#)

Marchés financiers : réactions historiquement négatives au lendemain du XXème Congrès et baisse des marchés actions sur la semaine

Marché des changes : la banque centrale relève le « paramètre d'ajustement des financements transfrontaliers »

Marchés financiers : la province de Hainan prévoit d'émettre à Hong Kong 5 Mds CNY d'obligations bleues et durables

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Investissements sortants : les autorités allemandes restreignent la prise de participation de Cosco dans un terminal du port de Hambourg

Commerce extérieur : important excédent commercial du fait de la stagnation des importations

Climat des affaires [\(ici\)](#)

Climat des affaires : l'enquête annuelle de la Chambre de commerce américaine à Shanghai fait état d'une dégradation significative du climat des affaires

Climat des affaires : publication d'une circulaire visant à encourager les investissements étrangers

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Foodtech : la Chine a été le 1^{er} investisseur en Foodtech en Asie-Pacifique en 2021

Télécommunications : le ministère américain de la Justice (DoJ) accuse deux citoyens chinois d'espionnage pour une « entreprise mondiale des télécommunications basée en RPC » (probablement Huawei)

Semi-conducteurs : plusieurs entreprises du secteur explicitent les conséquences des dernières mesures de contrôle-export américaines sur leurs activités

Semi-conducteurs : le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) aurait tenu une série de réunions d'urgence avec les fabricants chinois de semi-conducteurs suite aux dernières mesures de contrôle-export américaines

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

XX^e Congrès : deux anciens ministres de l'environnement nommés membres du 20^e Politburo du PCC

Biodiversité : le deuxième projet de révision de la loi sur la Protection de la faune et de la flore sauvages réduit les obligations des éleveurs, au risque de réduire la protection des espèces

Transport aérien : baisse du trafic en Chine au 3^{ème} trimestre 2022, léger rebond sur les vols internationaux

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : Point sur l'industrie des puces électroniques pour l'automobile

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises se contractent de 9,1% en septembre

Bourse : HKEX lance une consultation visant à abaisser le chiffre d'affaires minimal requis pour les sociétés du secteur technologique souhaitant se coter à Hong Kong

Sommet financier du mois de novembre : le Secrétaire aux finances Paul Chan ainsi que la PDG de Citi, tous deux positifs au Covid, devraient être absents

Taiwan [\(ici\)](#)

Croissance de l'économie : le CIER a revu ses prévisions à la baisse pour 2022

IDE : rebond des investissements étrangers au cours des neuf premiers mois 2022

Semi-conducteurs : la Commission des Investissements valide le rachat total par UMC de United Semi pour un montant de 24,4 Mds TWD

Energie : Taiwan renforce ses réserves de gaz et charbon

Fintech : le nombre des utilisateurs de paiement électronique atteint plus de 18 M en août 2022

Chine continentale

Conjoncture

Croissance : accélération de la croissance au T3 à +3,9 % en g.a. (et +3,9% aussi en glissement trimestriel), mais les indicateurs divergent au mois de septembre

Nota Bene : Tous les taux de croissance sont donnés en glissement annuel (g.a.), sauf indication contraire. Le taux de croissance du PIB et de ses composantes est calculé à prix constants (croissance réelle). Le taux de croissance de la valeur ajoutée industrielle et de ses composantes est calculé à des prix constants (croissance réelle). Sauf indication contraire, les autres indicateurs sont calculés à prix courants et les taux de croissance sont exprimés en termes nominaux.

Le Bureau national des statistiques a [publié](#) le 24 octobre 2022, après un report d'une semaine dans le contexte du Congrès du Parti Communiste, les chiffres préliminaires pour la croissance du PIB au troisième trimestre 2022, ainsi que sur les trois premiers trimestres de l'année. Au T3 2022, la Chine a enregistré un taux de croissance trimestriel de son PIB de +3,9 %, en net rebond par rapport au T2 (+0,4 %), marqué par une forte contraction de l'activité causé notamment par le confinement de Shanghai.

Au T3 2022, les secteurs primaire et secondaire enregistrent une croissance de 3,4 % et 5,2 %, tandis que le secteur tertiaire croît de 3,2 %. Sur les neuf premiers mois de l'année, le PIB chinois affiche une croissance de 3%, portant le PIB à 87 026 Mds RMB. Les prévisions sur la croissance annuelle en 2022 s'établissent à 3,1 % en moyenne (dont 3,2 % pour l'OCDE, 3,2 % pour le FMI et 2,8 % pour la Banque Mondiale).

Dans le détail :

Sur le T3, [la croissance de la production industrielle \(en valeur ajoutée\)](#) augmente à +4,8 % en g.a. (contre +0,7 % au T2), notamment en raison la reprise de l'activité dans la région du delta du Yangzi, qui avait été fortement touchée par le Covid au T2 (+8,2 % en g.a. au T3 contre -3,2 % au T2). [En septembre](#), elle s'établit à +6,3 % en g.a. (contre +4,2 % en août). Cette accélération de croissance est notamment due aux provinces développées du Guangdong (+5,5 % en septembre contre +1,4 % en août), du Jiangsu (+10,5 %), du Shandong (+7,6 %) et du Zhejiang (+7,4 %) ; ainsi qu'à un fort rebond dans les régions du Sichuan (+5,6 % contre -11 %) et de Chongqing (+13,1 % contre -18,2 %) avaient vu leur utilisation d'électricité limitée en août. Ces six provinces contribuent au total pour 1,9 point de pourcentage à l'accélération de croissance de 2,1 % en septembre. Si la croissance de la production et l'approvisionnement en électricité, en énergie thermique, en gaz et en eau ralentit (+2,9 %, contre +13,6 % en août), celle du secteur de l'exploitation minière accélère, à +7,2 % en g.a. au mois de septembre (après +5,3 % en g.a. au mois d'août), comme celle du secteur manufacturier (+6,4 en g.a. après +3,1 % en g.a. en août). Par ailleurs, la croissance de la production des entreprises publiques ralentit en septembre (+4,9 % en g.a. contre +5,6 % en août), alors que celle des entreprises privées accélère (+4,4 % en septembre contre +1,1 % en août).

Sur le T3, [la croissance des ventes au détail](#) rebondit à +3,5 % en g.a. (contre -4,6 % en g.a. au T2), mais elle retombe à +2,5 % en g.a. en septembre (contre +5,4 % en août), avec notamment la contraction du secteur de la restauration (-1,7 % en g.a. en septembre contre +8,4 % en août) liée au confinement épidémique dans plusieurs régions. Il convient également de noter que les consommations de meubles et de décorations enregistrent des contractions à -7,3 % et -8,1 % en g.a. respectivement, probablement liés au marché immobilier. Hors du secteur

automobile qui affiche une forte croissance de +14,2 % en g.a. en septembre, les ventes au détail augmentent seulement de +1,2 %.

Sur le T3, [la croissance des investissements bruts en capital fixe](#) accélère à +5,7 % en g.a. (contre +4,2 % au T2), soutenue principalement par l'émission des *special purpose bonds* et des financements de *policy banks* dans les projets d'infrastructure. Sur les neuf premiers mois, la croissance des investissements bruts en capital fixe atteint +5,9 % en g.a., relativement stable par rapport au rythme enregistré de janvier à août (+5,8 %). Concrètement, les investissements dans les infrastructures accélèrent et sont en hausse de +8,6 % en g.a. de janvier à septembre (contre +8,3 % sur les huit premiers mois), tandis que les investissements immobiliers continuent de se contracter de -8,0 % (contre -7,4 % de janvier à août). A noter également la divergence entre les investissements privés et publics : la croissance des premiers ralentit (à +2,0 % sur les neuf premiers mois contre +2,3 % en g.a. de janvier à août) alors que la croissance des investissements publics accélère à +10,6 % (contre +10,1 % sur les huit premiers mois de l'année).

En septembre, [le taux de chômage](#) en zone urbaine remonte à 5,5 % (contre 5,3 % en août), principalement en raison des résurgences épidémiques dans plusieurs régions. Plus précisément, le taux de chômage des jeunes (16-24 ans) continue à s'abaisser à 17,9 % (contre 18,7 % en août), soit 2 points de pourcentage moins que le mois de juillet. Par ailleurs, sur les neuf premiers mois de l'année, les nouveaux emplois créés dans les zones urbaines atteignent 10 M (l'objectif fixé lors des Lianghui pour 2022 s'élève à 11 M).

Nota Bene : le chiffre de création de nouveaux emplois ne permet pas d'appréhender la situation réelle du marché du travail, en particulier en raison de la méthodologie statistique utilisée, qui ne considère qu'un échantillon de zones urbaines. En outre, le taux de chômage urbain ne reflète pas parfaitement le marché du travail, n'intégrant qu'imparfaitement les données relatives aux travailleurs migrants, qui jouent le rôle de variable d'ajustement du marché du travail.

Immobilier : poursuite du ralentissement du secteur immobilier en septembre

Sur les neuf premiers mois de l'année, [les investissements immobiliers](#) enregistrent une contraction de 8 % en g.a. (contre -7,4 % de janvier à août). En particulier, la contraction des investissements immobiliers résidentiels poursuit son accélération, à -7,5 % contre -6,9 % de janvier à août.

S'agissant des [ventes immobilières](#), en termes de superficie vendue, leur chute se stabilise à -22,2 % (contre -23 % de janvier à août) avec en particulier une baisse de 25,7 % (contre -26,8 % de janvier à août) pour les ventes de logements résidentiels. La tendance est analogue en termes de chiffre d'affaires, avec une chute de -26,3 % (contre -27,9 % de janvier à août), avec une contraction pour les ventes de logements résidentiels de -28,6 % (contre -30,3 % de janvier à août). S'agissant des nouveaux projets de construction, la superficie des mises en chantier de logements neufs se contracte légèrement davantage, à -38,7 % (contre -38,1 % de janvier à août). La stabilisation des taux de croissance cumulés pour les ventes immobilières s'explique en partie par l'effet de base du second semestre 2021, durant lequel la contraction avait déjà débuté.

Le NBS fournit un [indicateur](#) relatif aux sources de financement des promoteurs immobiliers, qui confirme la poursuite de leurs difficultés à se financer et reflète une situation de liquidité préoccupante. De janvier à septembre 2022, les fonds dont disposaient les promoteurs immobiliers s'élèvent à 11 429 Mds RMB, en baisse de 24,5 % en g.a. Ces fonds comprennent : les prêts octroyés par les institutions financières chinoises (1366 Mds

RMB, en baisse de 27,2 % sur les neuf premiers mois de l'année), les prêts hypothécaires (i.e. les prêts contractés par les ménages pour l'achat de biens immobiliers, directement transmis par les banques aux promoteurs pour financer leurs projets, à hauteur de 1 839 Mds RMB, en baisse de 23,7 %); les fonds levés sur les marchés chinois (dont émissions d'obligations et actions, à hauteur de 4 056 Mds RMB, en baisse de 14,1 %) ; les dépôts et recettes perçues de manière anticipée (3 734 Mds RMB, en baisse de 34 %) et les fonds provenant de capitaux étrangers (probablement prêts et obligations *offshore*, à hauteur de 6 Mds RMB, en hausse de 2 %).

Finances publiques : la forte croissance des recettes non fiscales au mois de septembre principalement tirée par la vente d'actifs publics par les gouvernements locaux

Nota bene : les données publiées par le Ministère des finances (MoF) pour les finances publiques détaillent les « recettes publiques » et les « dépenses publiques » du budget général national (dit « premier compte public »), qui regroupe les recettes et dépenses générales du gouvernement central et des collectivités locales. Le solde de ce compte, après transferts et ajustements, donne le déficit budgétaire public officiel. Les deuxième, troisième et quatrième comptes publics couvrent les dépenses et recettes de divers fonds des administrations publiques (APU) et de Caisses de Sécurité Sociale, qui ne sont pas détaillées ci-dessous.

S'agissant des recettes publiques, sur les neuf premiers mois, elles s'établissent à 15 315 Mds RMB (2123 Mds USD), en diminution de 6,6 % en g.a. (contre -8 % en g.a. sur les huit premiers mois, incluant les remboursements et crédits d'impôts). En excluant les remboursements et crédits d'impôts qui totalisent 2 211 Mds RMB à fin septembre (pour mémoire, le budget avait prévu initialement 1 500 Mds RMB de remboursements et crédits d'impôts pour l'année 2022), les recettes publiques augmenteraient de +4,1 % en g.a. de janvier à septembre (contre +3,7 % en g.a. de janvier à août). Parmi elles, les recettes fiscales s'élèvent à 12 437 Mds RMB (1 724 Mds USD), en chute de 11,6 % en g.a. (en croissance de +1% en g.a. en excluant les remboursements et crédits d'impôts) ; et les recettes non fiscales s'élèvent à 2 879 Mds RMB (399 Mds USD), en croissance de 23,5 % en g.a. (contre +21,2 % en g.a. sur les huit premiers mois). Il convient de noter que sur le seul mois de septembre, les recettes non fiscales augmentent fortement de +39,7 % en g.a. La forte hausse des recettes non fiscales est principalement due aux rendements sur l'exploitation du pétrole dont le prix a grimpé cette année, à des amendes imposées à des institutions financières et notamment à la vente d'actifs publics (tels que des mines) par les gouvernements locaux.

S'agissant des dépenses publiques, elles s'établissent à 19 039 Mds RMB (2 640 Mds USD), enregistrant un ralentissement de leur croissance, à +6,2 % en g.a. sur les neuf premiers mois (contre +6,3 % en g.a. sur les huit premiers mois) et atteignant 71 % du budget de l'année. En particulier, les dépenses liées aux sciences & technologies, à la sante et à la sécurité sociale & emplois augmentent respectivement de +14 %, 10,7 %, et 6,9 % en g.a. de janvier à septembre.

Sur ce compte, avant transferts et ajustements (non précisés par le MoF), le déficit budgétaire enregistré à fin septembre s'élève ainsi à 3 724 Mds RMB (516 Mds USD).

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Marchés financiers : réactions historiquement négatives au lendemain du XX^{ème} Congrès et baisse des marchés actions sur la semaine

Lundi 24 octobre, les marchés financiers chinois, ainsi que les valeurs chinoises cotées aux États-Unis, ont enregistré des mouvements de ventes massifs, au lendemain de la conclusion du XX^{ème} Congrès et de l'annonce de composition de la nouvelle équipe dirigeante du pays.

En Chine continentale, l'indice CSI 300 (qui rassemblent les plus grosses capitalisations des bourses de Shanghai et Shenzhen) recule de 2,93 % sur la journée de lundi. Les marchés actions chinois enregistrent au total 18 Mds RMB de flux de capitaux sortants via les *Stock Connect* avec Hong Kong (le retrait le plus important depuis que le *Connect* existe).

A Hong Kong, les cours de bourse ont connu le 24 octobre leur plus forte séance de baisse depuis la crise financière de 2008 : l'indice *Hang Seng China Enterprises Index* chute de -7,3 % et l'indice *Hang Seng Tech* perd 9,7 % (en particulier, *Alibaba* et *Tencent* chutent de 11 %, et *JD.com* de 13 %).

Le HSI, indice de référence de la bourse de Hong Kong est quant à lui à son niveau le plus bas depuis 13 ans. En recul de 34,3 % depuis le début de l'année, il est en 2022 l'indice le moins performant parmi les indices boursiers majeurs à l'échelle mondiale.

Les valeurs chinoises cotées aux États-Unis, en particulier celle du secteur technologique, ont également fortement baissé ce lundi. L'indice *Nasdaq Golden Dragon China* a plongé de plus de 14 % sur la journée de lundi, au plus bas depuis 2013.

Sur le marché des changes, la dépréciation du yuan s'est accentuée cette semaine : mardi, le RMB onshore a atteint 7,3 USD, un niveau inédit depuis janvier 2008. Le CNH (yuan offshore) a quant à lui enregistré un plus bas historique depuis sa mise en place en 2011, à 7,35 USD. Reuters a d'ailleurs [rapporté](#) que les banques d'États chinoises seraient intervenues pour soutenir le yuan en vendant des dollars entre mardi et mercredi, alors qu'une nette appréciation temporaire du yuan a été observée.

Face à l'euro, le yuan est passé de 7,14 EUR lundi à un point bas de 7,28.

Après la chute du marché boursier lundi, les indices rebondissent progressivement durant la semaine mais clôturent tout de même en baisse ce vendredi (CSI 300 : -2,5%), avec au total 12,7 Mds RMB de flux de capitaux sortants nets via les *Stock Connects* durant toute la semaine.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Le 24 octobre	-2,9%	-2,0%	-2,1%	-2,4%	0,2%
Entre le 24 et le 28 octobre	-5,4%	-4,0%	-4,7%	-6,0%	2,7%
Depuis le 1er octobre	-6,9%	-3,6%	-3,5%	-1,7%	5,8%
Depuis le 1er janvier 2022	-28,3%	-19,9%	-30,0%	-32,3%	-28,9%

Marché des changes : la banque centrale relève le « paramètre d'ajustement des financements transfrontaliers »

Mardi 25 octobre, la PBoC et la *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE) ont [annoncé](#) augmenter le « paramètre d'ajustement des financements transfrontaliers » de 1 à 1,25 pour les entreprises et les institutions financières.

Mis en place en 2016, ce « paramètre d'ajustement » permet de calculer une limite maximale (et proportionnelle à leur taille de bilan) de financements d'origine étrangère pour les entreprises et institutions financières chinoises. Ainsi, le solde (pondéré en fonction des risques de maturité et de change) des « financements transfrontaliers » réalisés par les entreprises et les institutions financières ne doit pas dépasser une limite, calculée par la formule suivante : fonds propres ou actifs nets de l'entreprise considéré * ratio de levier financier transfrontalier * paramètre d'ajustement macroprudentiel. Les deux paramètres de la formule sont fixés par la PBoC et la SAFE. Le ratio de levier financier transfrontalier est actuellement fixé à 0,8 pour les banques, 1 pour les institutions financières non bancaires et 2 pour les entreprises. Cette augmentation du paramètre d'ajustement permet donc aux entreprises chinoises de lever plus de fonds à l'étranger : elle vise à accroître les flux financiers entrants.

Depuis sa mise en place, il a été ajusté à la hausse ou à la baisse selon la tendance d'évolution du yuan sur le marché des changes. Ainsi, en janvier 2021, le paramètre avait été abaissé de 1,25 à 1, dans un contexte de forte appréciation du yuan. Le relèvement annoncé mardi intervient alors que le yuan fait face à une forte dépréciation face au dollar depuis le début de l'année (-12 %) et a atteint en début de semaine un plus bas depuis janvier 2008 (cf. brève marchés financiers *supra*).

Marchés financiers : la province de Hainan prévoit d'émettre à Hong Kong 5 Mds CNY d'obligations bleues et durables

Selon une annonce publiée le 24 octobre par le Bureau des finances de Hainan, la province envisage d'émettre à Hong Kong en RMB au maximum 5 Mds CNY d'obligations gouvernementales à maturité de 2 ans (obligations bleues), 3 ans et 5 ans (obligations de développement durable) dont les fonds levés seront investis dans des projets d'économie ou de protection maritimes, des projets verts en faveur de la protection environnementale ainsi que des projets assumant la sécurité des moyens de subsistance tels que les soins médicaux et le logement. C'est la première fois que qu'un gouvernement local chinois émet des obligations bleues ou de développement durable sur les marchés internationaux. 17 institutions financières sont chargées de la souscription. L'article 52 de la loi sur le port franc de Hainan (*The Hainan Free Trade Port Law of the People's Republic of China*) publiée en juin 2021 indique que les institutions financières agréées au port franc de Hainan peuvent exercer des activités financières offshore par le biais de comptes désignés ou dans des zones déterminées.

L'île de Hainan souhaite ainsi approfondir son ouverture, et participer à l'internationalisation du RMB.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Investissements sortants : les autorités allemandes restreignent la prise de participation de Cosco dans un terminal du port de Hambourg

Le 26 octobre, le gouvernement fédéral a [annoncé](#) l'interdiction¹ pour l'entreprise publique chinoise Cosco, groupe exploitant la quatrième plus grande compagnie maritime du monde, d'acquérir plus de 25 % du terminal Tollerort, l'un des quatre terminaux du port de Hambourg.

Le communiqué du ministère fédéral de l'Economie (BMWK) précise qu'il a également été interdit à l'entreprise chinoise d'obtenir d'une autre manière une participation au contrôle du terminal en question qui irait au-delà de l'influence conférée par une participation aux droits de vote inférieure à 25 %. Il se réfère ainsi à la loi sur le Commerce extérieur qui établit des règles strictes quant aux investissements étrangers dans les « infrastructures critiques ». En conséquence, il est interdit aux acquéreurs de se voir accorder par contrat des droits de veto sur des décisions stratégiques concernant l'entreprise ou le personnel. La décision interdit également la désignation des membres de la direction ou des personnes occupant des postes de direction pour prendre des décisions de manière autonome. Cette interdiction partielle garantit que le seuil de 25% ne pourra pas être dépassé à l'avenir sans une nouvelle procédure d'examen de l'investissement.

Cette décision coïncide à quelques jours près avec le déplacement le 4 novembre du Chancelier Scholz à Pékin accompagné d'une délégation d'entreprises.

Le compromis trouvé par les autorités fédérales ne suffit toutefois pas à faire taire les nombreuses critiques, de tous bords politiques (Verts, FDP, Merics), relayées par la presse. Le FDP appelant par exemple en conséquence à une nouvelle réforme allant dans le sens d'un durcissement de la législation sur les investissements étrangers. Pour rappel, l'armateur chinois avait notifié en septembre 2021, au titre de la loi sur le contrôle des investissements étrangers, son intention d'acquérir une participation à hauteur de 35 % dans le terminal appartenant jusqu'à présent entièrement à la société Hamburger Hafen und Logistik AG - HHLA - majoritairement détenue par la ville hanséatique.

Les ports et les terminaux figurent parmi les domaines visés par la [liste négative d'accès au marché](#) des autorités chinoises, nécessitant une approbation administrative préalable à tout investissement entrant. De fait, aucune entreprise étrangère ne dispose d'une part significative dans un port chinois.

Commerce extérieur : important excédent commercial du fait de la stagnation des importations (source : douanes chinoises)

- **+5,6 % en g.a. à 322,8 Md\$ pour les exportations de biens en septembre**, après +7,0 % en août et 17,8 % en juillet, dans le contexte de la dégradation de la conjoncture internationale.

Les exportations sont restées dynamiques vers l'ASEAN (+29,5 % à 52,3 Md\$), l'UE (+5,6 % à 47,0 Md\$; malgré une baisse des exportations de 7,6 % à 3,6 Md\$ vers la France), la Corée du Sud (+6,8 % à 13,6 Md\$), et la Russie (+21,2 % à 8,0 Md\$) mais ont chuté vers les Etats-Unis (-11,6 % à 50,8 Md\$) et Hong Kong (-7,6 % à 30,6 Md\$).

La croissance des exportations de produits mécaniques et électriques (+5,8 % à 190,7 Md\$, malgré une baisse de 2,2 % à 14,2 Md\$ pour les semi-conducteurs), de produits agroalimentaires (+10,4 % à 8,2 Md\$), et de

¹ Une interdiction totale ou partielle ne peut être prononcée qu'avec l'accord du gouvernement fédéral, conformément aux règles relatives au contrôle des IDE - article 13, § 3 de la loi sur la concurrence - AWG.

voitures (+128,9 % à 6,6 Md\$), compensent la baisse des exportations de produits technologiques (-1,1 % à 88,9 Md\$).

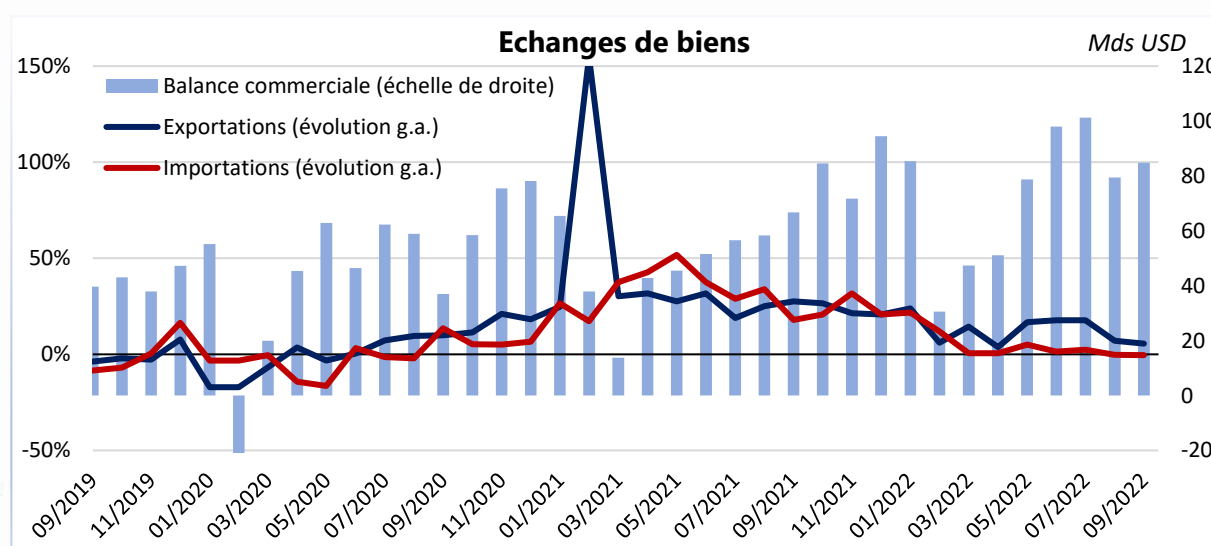
➤ **-0,4 % en g.a. à 238,0 Md\$ pour les importations de biens en septembre**, après -0,2 % en août.

Les importations ont enregistré une croissance en provenance de l'ASEAN (+5,0 % à 38,0 Md\$) du fait d'une hausse des importations en provenance de Malaisie (+14,4 % à 9,9 Md\$) et d'Indonésie (+28,5 % à 7,8 Md\$), et de la Russie (+55,2 % à 10,7 Md\$). Elles ont baissé en provenance de l'UE (-8,4 % à 23,8 Md\$) du fait d'une baisse des importations en provenance d'Allemagne (-9,9 % à 9,4 Md\$) et de France (-16,3 % à 2,8 Md\$), de Taiwan (-8,8 % à 21,8 Md\$), de Corée du Sud (-9,2 % à 18,0 Md\$), et des Etats-Unis (-4,6 % à 14,7 Md\$).

La relative stabilité des importations, en valeur, a en grande partie été alimentée par la flambée du prix des matières premières dont les biens énergétiques (+34,2 % à 28,8 Md\$ pour le pétrole brut, à 717 USD/tonne contre 524 USD/tonne l'an dernier) et agroalimentaires (+11,6 % à 20,5 Md\$). Les importations de produits électriques et mécaniques (-7,9 % à 95,3 Md\$) et de produits *high-tech* (-8,3 % à 71,1 Md\$) sont en baisse.

➤ **L'excédent commercial chinois s'est élevé à 84,7 Md\$ en septembre** (66,8 Md\$ un an plus tôt). Sur les neuf premiers mois 2022, il s'élevait à 656,6 Md\$ (dépassant le record de 438,7 Md\$ enregistré sur la même période en 2021).

➤ **Le commerce bilatéral avec la Russie est en forte hausse (détails en annexe).** La tendance de la hausse des importations en provenance de Russie (+55,2 % en g.a. à 10,7 Md\$ en septembre) n'est pas exclusivement liée à la hausse des prix de l'énergie et reflète depuis le mois de mai une augmentation des importations chinoises en volume. Après avoir chuté entre mars et juin, les exportations chinoises vers la Russie ont quant à elles largement augmenté en juillet (+22,2 % en g.a.), août (+26,5 % à 8,0 Md\$), et septembre (+21,2 % à 8,0 Md\$).



Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-septembre 2022

	Montant (Md\$)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	4 752,6	+8,9 %
Exportations chinoises	2 704,6	+12,6 %
Importations chinoises	2 048,0	+4,3 %
Balance commerciale	656,6	augmentation de la balance commerciale de 217,9 Md\$

Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-septembre 2022

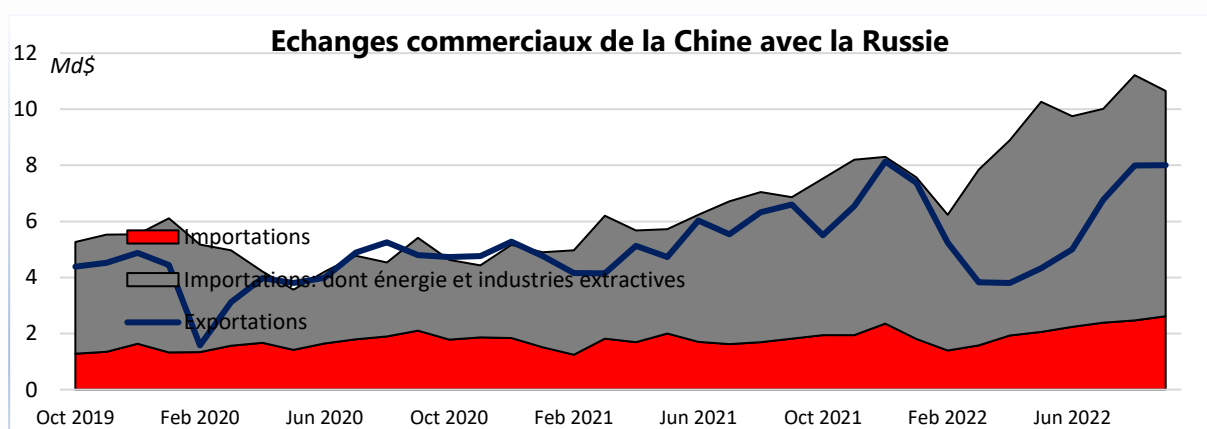
Fournisseur	Montant (Md\$)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	301,2	14,7	+6,0 %
Union européenne	217,2	10,6	-6,5 %
dont Allemagne	84,7	4,1	-6,2 %
dont France	25,9	1,3	-9,7 %
Taiwan	184,2	9,0	+0,9 %
Corée du Sud	154,8	7,6	-0,1 %
Japon	141,3	6,9	-7,9 %
États-Unis	132,4	6,5	+0,7 %
Australie	107,2	5,2	-14,4 %
Russie	82,5	4,0	+51,8 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-septembre 2022

Client	Montant (Md\$)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
États-Unis	448,4	16,6	+8,9 %
Union européenne	429,0	15,9	+16,8 %
dont Allemagne	88,9	3,3	8,6 %
dont France	35,6	1,3	8,0 %
ASEAN	418,5	15,5	+21,1 %
Hong Kong	219,9	8,1	-11,1 %
Japon	129,7	4,8	+6,6 %
Corée du Sud	123,4	4,6	+14,7 %
Russie	52,3	1,9	+21,2 %

Forte hausse des échanges commerciaux avec la Russie

Les données des douanes chinoises font état d'une hausse des échanges de biens entre la Chine et la Russie en septembre 2022 (+38,5 % en g.a. à 18,7 Mds USD), alimentée par une hausse des importations chinoises (+55,2 % en g.a. à 10,7 Mds USD ; +59,3 % en g.a. en août) et des exportations de cette dernière vers la Russie (+21,2 % en g.a. à 8,0 Mds USD ; +26,5 % en g.a. en août). Depuis le mois de mai, la tendance de la hausse des importations en provenance de Russie n'est pas exclusivement liée à la hausse des prix de l'énergie, mais reflète aussi une augmentation des importations chinoises en volume.



Importations CN de RU en septembre 2022			variation		part de marché russe	
	Part imports	MUSD	valeur	volume	%	évol. 1 an
Total	100 %	10 656	+55,2 %	nd	4,5 %	+1,6 %
Pétrole brut	44,3 %	4 724	+50,9 %	+21,5 %	16,4 %	+1,8 %
Gaz de pétrole	13,9 %	1 481	+161,0 %	-34,0 %	16,0 %	+7,5 %
Gaz naturel (liquéfié)	9,7 %	1 033	+150,2 %	+29,6 %	19,0 %	+8,8 %
Charbon	9,1 %	972	+28,4 %	+11,8 %	37,0 %	+26,2 %
Biens métallurgiques et métalliques	8,6 %	921	+94,5 %	nd	4,4 %	+1,8 %
Gaz naturel (gazeux)	3,9 %	441,4	+170,2 %	nd	22,5 %	+9,0 %

Retour au sommaire ([ici](#))

Climat des affaires

Climat des affaires : l'enquête annuelle de la Chambre de commerce américaine à Shanghai fait état d'une dégradation significative du climat des affaires

Le 28 octobre, la Chambre de commerce américaine à Shanghai a publié les résultats de son [enquête annuelle](#), conduite auprès de 307 entreprises américaines.

Les répondants rapportent pâtir de la situation sanitaire en Chine, conduisant depuis le début de l'année à des confinements partiels ou généralisés dans de nombreuses villes. 47 % des entreprises s'attendent à une augmentation de leur chiffre d'affaires en 2022 (contre 68 % lors du sondage réalisé en 2021), soit le niveau le plus faible des dix dernières années. 53 % prévoient en outre que la croissance de leur chiffre d'affaires en Chine sera inférieure à celle enregistrée par leur entreprise dans le reste du monde (en hausse par rapport à 31 % l'an dernier).

L'attractivité de la Chine a en conséquence fortement baissé. De fait, 52 % des répondants rapportent que la perception de la gestion de l'économie par les autorités chinoises s'est dégradée aux yeux de leur siège, et la part des entreprises optimistes vis-à-vis du climat des affaires à l'horizon de cinq ans est tombé à 55 % (contre 78 % en 2021), soit le plus faible niveau jamais enregistré par la Chambre. Ainsi, la Chine n'est la première destination pour les projets d'investissements que pour 18 % (contre 45 % lors du sondage de 2021), et 19 % des répondants rapportent avoir réduit leurs investissements en Chine comparé à l'année précédente.

Si les entreprises américaines restent attachées au marché chinois à cause de son potentiel de croissance (30 % augmentant leurs investissements par rapport à 2021), près d'un tiers des répondants rapporte avoir redirigé des investissements prévus en Chine vers des pays tiers (deux fois plus que l'an dernier). Pour l'heure, seulement 17 % envisagent de délocaliser leur activité en dehors de Chine.

Outre les perturbations occasionnées par la politique zéro-covid, les répondants déplorent un environnement des affaires manquant de transparence (63 %), et font état de favoritisme de la part des autorités chinoises au profit des entreprises locales (56 %).

Climat des affaires : publication d'une circulaire visant à encourager les investissements étrangers

Six départements gouvernementaux² ont publié le 25 octobre [une circulaire dont les 15 mesures](#) visant à favoriser les investissements étrangers en Chine, en particulier dans le secteur manufacturier.

Six mesures visent à accroître le flux des investissements entrants : 1. Mise en œuvre de la [liste négatives des investissements étrangers](#) ; 2. Garantie de traitement équitable pour les investisseurs étrangers (accès aux terres, aux capitaux, à la main-d'œuvre, obtention de licences, protection de la propriété intellectuelle, accès aux marchés publics ; 3. Promotion de projets « phares » d'investissement étranger à travers un soutien politique ; 4. Mise à disposition de terres pour répondre aux besoins des projets d'investissement étrangers dans le secteur manufacturier ; 5. Multiplication des activités de coopération internationale en matière d'investissements industriels, notamment à travers des activités de « jumelage » entre les entreprises multinationales et les localités ; 6. Amélioration des plateformes de promotion des investissements.

Cinq mesures visent à stabiliser le stock des investissements : 1. Faciliter l'entrée et la sortie du territoire pour les cadres ; 2. Améliorer la circulation des biens ; 3. Promouvoir la cotation en bourse en Chine d'entreprises

² La NDRC (commission nationale du Développement et de la Réforme), le MOFCOM (ministère du Commerce), le MIIT (ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information), le MNR (ministère de Ressources naturelles), le MEE (ministère de l'Ecologie et de l'Environnement), ainsi que le MOT (ministère du Transport).

étrangères ; 4. Encourager les sociétés à réinvestir leurs bénéfices ; 5. Soutenir les échanges commerciaux avec les entreprises étrangères du secteur manufacturier.

Le document prévoit finalement quatre mesures pour améliorer la qualité des investissements étrangers :

1. Orienter les investissements étrangers vers les secteurs industriels de pointe, de services modernes, et d'écologie ; 2. Soutenir l'innovation des investisseurs étrangers (développement de centres de R&D) ; 3. Accélérer le verdissement des investissements étrangers ; 4. Encourager l'investissement et le développement des sociétés multinationales manufacturières dans les régions centrales, de l'ouest, et du nord-est de la Chine.

Cette annonce intervient alors qu'un nombre croissant d'entreprises dit souffrir du caractère de plus en plus imprévisible des politiques conduites par l'administration chinoise et de mesures discriminatoires à leur égard. Dans son « [position paper](#) » annuel, la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine (EUCCC) fait en outre état d'une politisation accrue des affaires (plus de la moitié des entreprises sondées en 2022 estime que cela a été le cas), d'une politique « zéro-covid » appliquée de manière opaque et imprévisible (impact négatif pour les affaires de 75 % des entreprises européennes), et d'une mise en œuvre « erratique » des politiques publiques parfois sans base légale ([voir les brèves du SER de Pékin du 19 septembre 2022](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Foodtech : la Chine a été le 1^{er} investisseur en Foodtech en Asie-Pacifique en 2021

D'après [AgFunder](#), la Chine a été le 1^{er} investisseur en Foodtech en Asie-Pacifique en 2021, avec 7,2 Mds USD (104 opérations) sur un total de 15,2 Mds USD (+ 67 % vs 2020) – et 51,7 Mds USD au niveau mondial. Elle devance l'Inde (4,2 Mds USD) et l'ensemble de tous les autres pays (3,8 Mds USD) ;

Les investissements se concentrent dans l'aval (e-commerce et distribution), avec 6 Mds USD, dominés par la levée de fonds de *Xingsheng Youxuan* (3 Mds USD). Le segment de l'Agtech est moins développé (605 M USD sur un total de 2,2 Mds USD en Asie-Pacifique), malgré une hausse de + 60 % vs 2020 ; la Chine y a perdu son 1^{er} rang régional au profit de l'Inde.

Le segment des aliments alternatifs, comme les protéines, reste – surprenamment, au vu des priorités politiques du pays – très limité. Le segment intermédiaire a vu des opérations dans la logistique, la gestion de la chaîne du froid et le *sourcing* des produits frais ;

Le secteur a été pénalisé par la dégradation de la conjoncture comme par le durcissement des autorités à l'égard du secteur des technologies : *Nice Tuan*, dont le rachat par *Alibaba*, pour 750 M USD, a constitué la 2nde opération en valeur en 2021, a interrompu ses activités ;

Les perspectives s'annoncent sombres pour 2022 : au 1^{er} semestre, les investissements en Foodtech ont chuté à 1,4 Md USD en Chine, alors qu'ils se sont accrus de + 15 % dans le reste de l'Asie Pacifique, à 3,9 Mds USD (dont 2,7 Mds USD en Inde).

Télécommunications : le ministère américain de la Justice (DoJ) accuse deux citoyens chinois d'espionnage pour une « entreprise mondiale des télécommunications basée en RPC » (probablement Huawei)

Le 24 octobre, le ministère américain de la Justice (*US Department of Justice* - DoJ) a [publié](#) des accusations contre deux agents présumés des renseignements chinois (non arrêtés à ce stade), qui auraient « orchestré un stratagème pour voler des fichiers et d'autres informations du bureau du procureur américain pour la zone Est de New York, concernant l'enquête pénale fédérale en cours et les poursuites contre une entreprise mondiale des télécommunications basée en RPC [République populaire de Chine] ». Bien qu'aucune entreprise ne soit explicitement nommée, il s'agirait très probablement de Huawei, [accusée](#) en février 2020 par le DoJ de vol de secrets commerciaux (l'affaire étant toujours en cours). Les agents chinois, Dong He et Zheng Wang, auraient soudoyé un employé du gouvernement américain pour avoir accès à des détails sensibles de l'enquête. L'employé, qui était en réalité un agent double, aurait informé le FBI de ces manœuvres par la suite.

Les accusations contre Dong He et Zheng Wang s'ajoutent à deux autres actions en justice (sans rapport) annoncées conjointement, un jour après la reconduction de Xi Jinping à la tête du Parti communiste chinois. Au total, 13 citoyens chinois sont incriminés dans des tentatives d'influence illégale aux Etats-Unis au profit des intérêts de la Chine.

Cette affaire devrait confirmer les soupçons croissants des Etats-Unis de liens étroits entre les champions nationaux chinois et l'appareil de renseignement (la question se posant notamment pour le réseau social [TikTok](#),

développé par ByteDance). Pour rappel, Huawei est régulièrement ciblé par le gouvernement américain depuis la présidence de Donald Trump, qui craignait que l'entreprise donne accès à Pékin à des informations sensibles transitant sur les réseaux de télécommunications. Le 26 octobre, l'entreprise américaine Seagate Technology Holdings a [rapporté](#) que le gouvernement américain lui avait adressé un avertissement laissant entendre qu'elle pourrait avoir enfreint les lois sur le contrôle des exportations en fournissant des disques durs à un client (identifié comme Huawei par [Reuters](#)).

Semi-conducteurs : plusieurs entreprises du secteur explicitent les conséquences des dernières mesures de contrôle-export américaines sur leurs activités

Plusieurs entreprises opérant dans les semi-conducteurs ont récemment fait part des conséquences prévisibles des dernières mesures de contrôle-export américaines ([voir brèves du SER de Pékin de la semaine du 10 octobre 2022](#)) sur leurs activités :

- L'entreprise néerlandaise ASML, figurant parmi les principaux exportateurs de machines de lithographie, a [déclaré](#) que seulement 5 % de ses commandes en attente seraient affectées.
- Les perspectives s'avèrent plus mitigées pour l'entreprise américaine Lam Research, dont les exportations d'équipements de fabrication de plaquettes utilisées pour la confection de puces mémoires sont durement touchées par les mesures. Lam Research [anticipe](#) des pertes allant jusqu'à 2,5 Mds USD d'ici 2023, la Chine représentant 30 % de son chiffre d'affaires.
- Le dirigeant de l'entreprise taïwanaise TSMC, Mark Liu, a [évoqué](#) des défis « plus sérieux » pour l'industrie des semi-conducteurs lors de la réunion annuelle de la *Taiwan Semiconductor Industry Association*.

Semi-conducteurs : le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) aurait tenu une série de réunions d'urgence avec les fabricants chinois de semi-conducteurs suite aux dernières mesures de contrôle-export américaines

D'après [Bloomberg](#), le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) aurait tenu une série de réunions d'urgence avec les fabricants chinois de semi-conducteurs pour évaluer les conséquences des dernières mesures de contrôle-export américaines. Dans ce cadre, l'entreprise YMTC, champion national des puces mémoires NAND et figurant désormais sur la liste des *Unreliable Users*, aurait averti le MIIT que « son avenir pourrait être en danger ». YMTC a par la suite [nié](#) sa participation à de telles réunions. Les responsables du MIIT se seraient montrés incertains quant à la marche à suivre, ayant autant de questions que de réponses pour les fabricants de semi-conducteurs. Aucune contre-mesure n'aurait été évoquée en réaction.

Pour mémoire, l'industrie chinoise des semi-conducteurs reste très dépendante des technologies étrangères, notamment américaines (équipements de production, EDA, métrologie). Dans la continuité de sa stratégie de long terme, la Chine encourage le développement d'alternatives indigènes pour résoudre les « goulets d'étranglement » (卡脖子) de la chaîne de valeur, comme illustré par le nouveau plan de la municipalité de Shenzhen présenté au début du mois d'octobre ([voir brèves du SER de Pékin de la semaine du 10 octobre 2022](#)).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Développement durable, énergie et transports

XX^e Congrès : deux anciens ministres de l'environnement nommés membres du 20^e Politburo du PCC

Dans la liste du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois (Politburo, organe clé du PCC) [publiée](#) le 23 octobre suivant la première plénière du 20^e Comité central, se trouvent deux anciens ministres de l'environnement chinois : CHEN Jining et LI Ganjie.

M. CHEN Jining, né en février 1964, obtient son master de l'Université Tsinghua en 1986 et son doctorat en génie de l'environnement de *l'Imperial College London* en 1992. Il est ancien président de l'Université Tsinghua (2012-2015) et ancien ministre de la Protection de l'environnement (2015-2017). Jugé « [étoile verte](#) » depuis sa prise de poste du ministre, il prend des mesures rigoureuses pour combattre la pollution des eaux et de l'air. Il occupe depuis mai 2017 plusieurs postes de direction au sein de la municipalité de Pékin dont le vice-secrétaire du Parti et le maire de Pékin. Suite à sa nomination au Politburo le 23, il est [nommé](#) le 28 octobre secrétaire du Parti de Shanghai.

M. LI Ganjie, né en novembre 1964, obtient son master en ingénierie nucléaire de l'Université Tsinghua en 1989. Il est ministre de la Protection de l'Environnement de mai 2017 jusqu'en mars 2018 puis devient ministre de l'Ecologie et de l'Environnement (nouvellement formé après la réforme institutionnelle) jusqu'en avril 2020. LI Ganjie accorde une forte importance à la conservation de la biodiversité. Le 19 novembre 2018, LI Ganjie et l'ancien ministre de la transition écologique et solidaire, François DE RUGY, ont [inauguré](#) l'année franco-chinoise de l'environnement. Il devient gouverneur du Shandong par la suite et puis secrétaire du Parti du Shandong depuis septembre 2021. Il est non seulement nommé membre du 20^e Politburo mais aussi membre du Secrétariat général, un autre grand organe du Parti.

Biodiversité : le deuxième projet de révision de la loi sur la Protection de la faune et de la flore sauvages réduit les obligations des éleveurs, au risque de réduire la protection des espèces

La consultation nationale sur le [deuxième projet de révision](#) de la loi sur la Protection de la faune et de la flore sauvages (*Wildlife Protection Law*) s'est achevée le 1^{er} octobre 2022. Ce deuxième projet de révision est considéré par des ONG et associations de conservation comme un recul par rapport au [premier projet de révision](#), notamment du fait de l'affaiblissement des réglementations concernant l'élevage des animaux sauvages terrestres.

Un premier projet de révision avait été réalisé par le comité de travail législatif du Comité Permanent de l'Assemblée Nationale Populaire le 10 février 2020, dans le cadre de la pandémie de Covid-19 et des soupçons de zoonose transmise par le pangolin. Le 24 février 2020, le Comité Central annonçait une [interdiction complète](#) du commerce illégal et de la consommation d'animaux sauvages terrestres (au-delà de la seule liste nationale d'espèces protégées auparavant en vigueur), et une répression du commerce illégal d'espèces sauvages ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 24 février 2020](#)). Cette annonce avait été appuyée par une allocution du président Xi Jinping lors du Sommet du G20 en novembre 2020 ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 23 novembre 2020](#)).

Cependant, cette deuxième révision semble moins ambitieuse que la première pour plusieurs raisons :

- Elle ne mentionne plus la nécessité de prévention contre les risques pour la santé publique (« *guarding against public health risks* »), qui aurait impliqué une attention accrue face aux risques de zoonoses ;
- Elle amoindrit les contraintes concernant l'élevage des animaux sauvages terrestres. En effet, élever des animaux sauvages serait seulement soumis à un régime d'enregistrement auprès des autorités locales, sans besoin de permis spécial. Les permis spéciaux ne sont nécessaires que pour les animaux sous statut de « protection nationale spéciale », mais pas pour les animaux considérés comme ayant une valeur écologique, scientifique et sociale (*three-haves animals*) ;
- Elle ne contient pas de spécification sur l'interdiction de consommation des animaux sauvages élevés en captivité. La loi est en effet ambiguë sur le fait de considérer un animal sauvage en captivité comme un animal sauvage ;
- Elle ne spécifie pas que les espèces dont le commerce est prohibé ou restreint par les conventions internationales auxquelles la Chine est partie doivent être protégées.

Plus globalement, les contraintes réglementaires ont été réduites depuis l'interdiction complète de commerce illégal et de consommation d'animaux sauvages du 24 février 2020, notamment par l'extension des « [listes blanches](#) » qui répertorient les animaux sauvages pouvant être élevés en captivité ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 22 juin 2020](#)). Ces affaiblissements réglementaires présentent des risques en termes de protection des espèces, de propagation d'espèces invasives, et de développement de zoonoses. Enfin, [China Dialogue](#) relève un vide juridique sur l'absence de définition de ce qu'est un animal sauvage au sens de cette loi.

Un troisième projet de révision, processus habituel pour la révision d'une loi par le Comité Permanent de l'Assemblée Nationale Populaire, devrait modifier ce deuxième projet de révision.

Transport aérien : baisse du trafic en Chine au 3ème trimestre 2022, léger rebond sur les vols internationaux

La CAAC [a publié](#) les chiffres de l'évolution du trafic aérien en Chine au 3ème trimestre 2022. Si le trafic a connu une légère amélioration par rapport au 2ème trimestre 2022, marqué par le confinement de Shanghai notamment, les chiffres restent inférieurs à ceux enregistrés à la même période l'année dernière. Au total, l'aviation civile a enregistré 1,965 millions d'heures de vol au troisième trimestre 2022, ce qui représente une baisse de trafic de 13% par rapport à la même période l'an dernier et l'équivalent de 62% du niveau de 2019.

Le transport aérien connaît une baisse générale d'activité avec 17,79 milliards de tonnes-kilomètre transportées au 3ème trimestre 2022, soit -13% par rapport à la même période l'année dernière et 53% du niveau de 2019. Le volume de passagers transportés représente 86,397 millions de temps-personnes et le volume de cargo et courriers transporté représente 1,560 million de tonnes, soit respectivement -20% et -9% par rapport au 3ème trimestre 2021 et respectivement 49% et 81% du niveau de 2019.

Les vols internationaux connaissent en revanche un rebond avec 537 000 passagers transportés au 3ème trimestre 2022, soit une augmentation de 36% par rapport à la même période l'an dernier et l'équivalent de 2,7% du niveau de 2019. 639 000 tonnes ont été affrétées soit une augmentation de 8% par rapport à la même période l'an dernier.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Actualités régionales

Shanghai : Point sur l'industrie des puces électroniques pour l'automobile

La deuxième [réunion](#) sur les puces électronique automobile du delta du Yangtsé s'est tenue cette semaine à Shanghai, réunissant les autorités économiques et informatiques de Shanghai, Jiangsu, Zhejiang et Anhui. Cette réunion a porté sur les tendances et les besoins en matière de développement des puces électroniques automobiles pour toute la chaîne industrielle impliquée. Un séminaire à huis clos sur les puces électronique automobile a été organisé au même moment. Plus de 20 entreprises, dont SAIC, United Automotive Electronics, Pan-Asia Automotive Technology Center, Shanghai Auto Inspection, Paulown Automotive Technology, Huada Semiconductor, Shanghai Zhanxin, Hefei Jifaike, Hangzhou Silicon Power, Guangdong Gao Yun, Huahong Group, Jaeta Semiconductor et Electronics Five, ont discuté des idées et des moyens de promouvoir l'amélioration globale des capacités de conception de puces de qualité pour l'automobile.

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises se contractent de 9,1% en septembre

Les exportations hongkongaises ont enregistré une contraction de 9,1 % (g.a) au mois de septembre, après -14,3% en août. En glissement mensuel, elles marquent toutefois un rebond de 3,2%, bénéficiant de la reprise des exportations vers la Chine continentale (+8,5% en glissement). Les importations de Hong Kong ont dans le même temps reculé de 2,8% en glissement annuel (contre -16,3% en août), marquant tout de même un rebond de 10,2% en glissement mensuel. Le déficit commercial hongkongais s'élève 44,9 Mds HKD au titre du mois de septembre (5,7 Mds USD), en forte progression par rapport à celui d'août (1,7 Mds USD).

Bourse : HKEX lance une consultation visant à abaisser le chiffre d'affaires minimal requis pour les sociétés du secteur technologique souhaitant se coter à Hong Kong

HKEX a lancé le 19 octobre une consultation auprès des acteurs de la place au sujet d'une réforme de ses règles de cotation devant permettre d'abaisser le chiffre d'affaires minimal requis afin de se coter à la bourse de Hong Kong pour les sociétés de certains secteurs à dominante technologique. La période de consultation se clôturera le 18 décembre 2022.

Les entreprises désirant se coter à Hong Kong se voient en effet imposer un chiffre d'affaires minimal de 500 M HKD (63,7 M USD), à l'exception des sociétés du secteur des biotechnologies ne générant pas encore de revenus, qui disposent déjà depuis 2018 d'un régime de cotation spécifique.

L'allègement proposé par HKEX vise les entreprises de 19 sous-secteurs à dominante technologique (dont les semi-conducteurs, le métavers, l'informatique quantique, ou encore la robotique), réunis au sein de 5 grandes catégories (matériaux avancés, technologies de communication de nouvelle génération, énergies nouvelles et préservation de l'environnement etc.). Celles-ci se verraient classées en deux catégories, aux conditions de cotation distinctes : entreprises au stade commercial ou pré-commercial. Les premières devraient atteindre une capitalisation boursière minimale escomptée de 8 Mds HKD au moment de leur cotation, ainsi qu'un chiffre d'affaires minimal de 250 M HKD au cours du dernier exercice fiscal audité, avec des dépenses de R&D atteignant au minimum 15 % des charges d'exploitation au cours des 3 derniers fiscaux. Les secondes devraient atteindre une capitalisation boursière escomptée d'au moins 15 Mds HKD, sans seuil minimal en termes de chiffre d'affaires, leur dépenses de R&D devant atteindre au moins 50 % des charges d'exploitation au cours des 3 dernières années.

Cette nouvelle proposition d'allègement fait suite à plusieurs réformes engagées par HKEX depuis 2018, dont l'ouverture de la bourse de Hong Kong aux sociétés structurées par actions à droit de vote multiple (structure prisée des entreprises innovantes, permettant à leurs fondateurs de conserver le contrôle de leur société post-IPO grâce à des actions procurant à leur détenteur des droits de vote plus importants que les actions émises lors de l'IPO).

Elle vise à renforcer l'attractivité de la bourse de Hong Kong vis-à-vis des sociétés innovantes, notamment chinoises. La bourse de Hong Kong subit en effet depuis un an un ralentissement marqué du rythme des nouvelles introductions en bourse (-91 % en valeur au cours des 6 premiers mois de l'année 2022 en g.a).

Sommet financier du mois de novembre : le Secrétaire aux finances Paul Chan ainsi que la PDG de Citi, tous deux positifs au Covid, devraient être absents

Le gouvernement hongkongais a annoncé par voie de communiqué le 27 octobre que Paul Chan, Secrétaire aux finances avait été testé positif au Covid-19 à Riyadh, où il se trouvait alors dans le cadre d'une visite d'une semaine dans les pays du Golfe afin de vanter l'attractivité de la place financière hongkongaise. Il s'est vu contraint d'annuler les étapes restantes de sa visite, et de s'auto-isoler sur le sol saoudien. Paul Chan devrait donc manquer le sommet financier organisé les 2 et 3 novembre à Hong Kong, réunissant 200 cadres dirigeants de banques et autres institutions financières internationales.

La PDG de Citigroup Jane Frase, attendue au sommet financier de la HKMA sera elle aussi absente après avoir contracté le Covid, selon une source citée par l'agence de presse Reuters.

Un arrangement spécial, annoncé quelques jours plus tôt permettra aux invités du sommet financier de se soustraire aux mesures strictes d'isolement imposées aux personnes testées positives à leur arrivée à Hong Kong, à condition de pouvoir utiliser un avion spécialement affrété afin de quitter le territoire hongkongais.

Clause de non-responsabilité - Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Retour au sommaire ([ici](#))



Taiwan

Croissance de l'économie : le CIER a revu ses prévisions à la baisse pour 2022

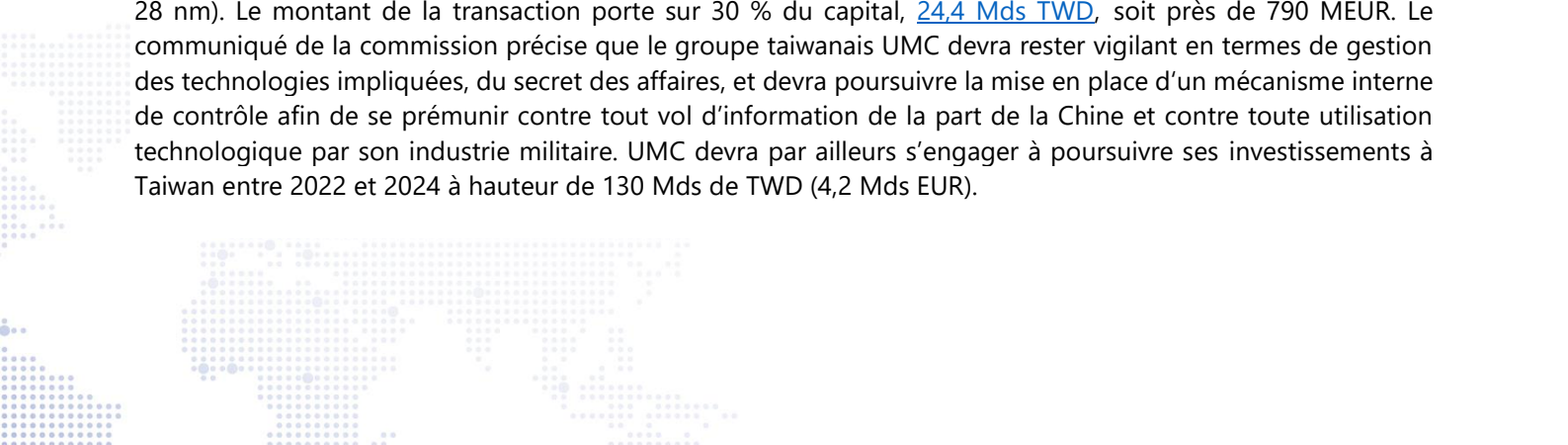
Le [Chung-Hua Institution for Economic Research \(CIER\)](#), un des principaux « thinktanks » taïwanais, a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour 2022, à 3,28%, contre 3,56% précédemment. Ces prévisions, alignées sur celles publiées la semaine dernière par le FMI, restent néanmoins supérieures à celles récemment publiées par la DGBAS (3,76%) et la CBC (3,51%). D'après le CIER, la demande domestique contribuera à la croissance à hauteur de 2,8 points, grâce notamment à la consommation privée (1,48 point) et à l'investissement (1,4 point), en progression respectivement de 3,31% et 5,57%. Quant au commerce extérieur, le CIER anticipe une contribution faible (0,48 point) à la croissance en raison de la diminution de la demande externe issue du ralentissement de l'économie mondiale.

IDE : rebond des investissements étrangers au cours des neuf premiers mois 2022

Selon les [statistiques de la commission des investissements du ministère de l'économie taïwanais \(MOEAIC\)](#), plus de 1 800 projets d'investissement étrangers, approuvés au cours des neuf premiers mois de l'année, ont représenté 11 Mds USD, enregistrant une hausse de plus de 150% en glissement annuel. Il s'agit notamment de ceux des développeurs en éolien en mer danois, « Orsted » (près de 3 Mds USD) et « CI II Changfang K/S » (340 MUSD), portant sur les projets à Changhua. Par ailleurs, le montant des investissements en provenance des pays ciblés par la Nouvelle Politique en direction du Sud (essentiellement d'Australie, de Singapour et de Thaïlande), ont progressé de 224 % à près de 2 Mds USD par rapport aux neuf mois 2021, alors que les investissements chinois vers Taiwan accusent une baisse de 35 % à 19 MUSD sur la même période. S'agissant des IDE sortants, un peu plus de 400 projets ont été recensés (hors Chine) pour un montant total de 6 Mds USD, soit une baisse de 32 % en g.a. Pour ce qui concerne les investissements taïwanais en Chine, si leur nombre est en baisse (-16 %) avec 269 demandes approuvées de janvier à septembre 2022, leur valeur bondit de 6 % pour atteindre 3 Mds USD.

Semi-conducteurs : la Commission des Investissements valide le rachat total par UMC de United Semi pour un montant de 24,4 Mds TWD

La commission des investissements du MOEA [vient de valider](#) le rachat total par UMC de sa co-entreprise [United Semi](#) créée en partenariat avec la Municipalité chinoise de Xiamen, et Fujian Electronics & Information (Group) Co.,Ltd. Construit en 2015, le site de United Semi est entré en production en 2016 (puces de procédés 40/55 et 28 nm). Le montant de la transaction porte sur 30 % du capital, [24,4 Mds TWD](#), soit près de 790 MEUR. Le communiqué de la commission précise que le groupe taïwanais UMC devra rester vigilant en termes de gestion des technologies impliquées, du secret des affaires, et devra poursuivre la mise en place d'un mécanisme interne de contrôle afin de se prémunir contre tout vol d'information de la part de la Chine et contre toute utilisation technologique par son industrie militaire. UMC devra par ailleurs s'engager à poursuivre ses investissements à Taiwan entre 2022 et 2024 à hauteur de 130 Mds de TWD (4,2 Mds EUR).



Energie : Taiwan renforce ses réserves de gaz et charbon

Le Vice-Ministre de l'économie TSENG Wen-sheng qui répondait aux question des parlementaires au Yuan législatif a indiqué que le contexte géopolitique et les incertitudes de l'environnement économique poussait le gouvernement à renforcer la résilience de Taiwan en cas d'état d'urgence, Taiwan étant dépendant [à 98 % des importations en énergie](#). Ainsi les réserves de gaz, actuellement de 11 jours allaient être portées à 14 jours en 2027 et 20 jours en 2030. De même des mesures allaient être prises pour augmenter les réserves en charbon. Quant aux réserves de pétrole, le gouvernement s'attacherait à préserver le niveau actuel de [100 jours de réserves](#). En 2021, [la production d'électricité de Taiwan](#) dépendait à plus de 83 % des énergies fossiles - principalement du charbon (44 %) et du gaz (37 %), un peu moins de 10 % d'énergie nucléaire, et de 6 % d'énergies renouvelables (principalement du solaire à près de 3 %).

Fintech : le nombre des utilisateurs de paiement électronique atteint plus de 18 M en août 2022

Selon une [étude de la DGBAS](#), le nombre d'utilisateurs de paiement électronique a augmenté en août dernier de 28 % à plus de 18 M. Sur les huit premiers mois de l'année, le montant total des transactions a augmenté de près de 20% par rapport à la même période de l'année 2021 pour atteindre 65 Mds TWD (2 Mds EUR). S'agissant des plateformes, deux principaux acteurs détiennent près de 60 % de parts de marché : JKOPAY (paiements, assurances, stocks, livraisons, taxi...) avec plus de 5,8 M d'utilisateurs en progression de 20 % en g.a., suivie de Line Pay Money avec 5,1 M utilisateurs (+27 %). Les consommateurs taiwanais privilégient toujours l'utilisation des cartes de crédits (2 256 Mds TWD, soit environ 73 Mds EUR de transaction sur les huit mois 2022), les plateformes électroniques étant jusqu'ici plutôt utilisées dans le cadre de services à faibles montants.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication :

Rédacteurs :

Jean-Marc Fenet

Thomas Carré, Thibault Alix, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Marie-Pia Lebrun, Antoine Moisson, Laureen Calcat, Julien Boudet, François Lemal, Cyril De Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Florian Surre, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Chouan, Pascal Millard, Maria Girard

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

baptiste.gosson-brion@dgtresor.gouv.fr